Question de privilège et rappel au Règlement en Ontario

Roderick Lewis

L'un des problèmes qui reviennent fréquemment à l'Assemblée législative de l'Ontario est celui de faire la distinction entre une question de privilège et un rappel au règlement. Souvent des députés se lèvent, invoquant une question de privilège ou un rappel fictif au règlement, uniquement pour pouvoir prendre la parole et soulever un point qu'ils savent pertinemment n'avoir trait ni à un privilège ni au règlement. D'autres y ont recours pour pouvoir répondre immédiatement au député qui est en train de parler, ou tout simplement pour faire un quolibet ou une plaisanterie. Il n'en demeure pas moins qu'il existe une confusion réelle esprit quant à la différence entre ces deux aspects du règlement des assemblées délibérantes.

Il arrive très souvent qu'un député prenne la parole sur ce qu'il prétend être une question de privilège, lorsqu'il estime par exemple qu'un autre député l'a insulté. Si sa protestation est fondée, c'est-à-dire si les propos de l'autre député constituent effectivement une dérogation au règlement, il s'est en réalité levé pour un *rappel au règlement*, non pas pour une *question de privilège*. Le paragraphe 19(d) du règlement en vigueur à l'Assemblée législative de l'Ontario énumère 13 comportements qui sont considérés comme n'ayant pas droit de cité dans un débat. Cette liste n'est pas exhaustive et n'énumère que les dérogations les plus flagrantes au règlement, telles que faire des insinuations à l'égard d'un autre député, lui imputer des motifs faux ou inavoués, l'accuser de fausseté délibérée, ou proférer des insultes ou des grossièretés susceptibles de semer le désordre à la Chambre. Il convient de rappeler à cet égard qu'un appel au règlement doit être soulevé immédiatement. Il faut que le président en soit saisi sur-le-champ pour qu'il soit à même de juger s'il y a effectivement dérogation au règlement et, dans l'affirmative, prendre les mesures qui s'imposent. Il est vrai que de nombreuses entorses techniques au règlement ne sont pas relevées parce qu'elles échappent à l'attention du président ou qu'aucun député ne s'y oppose. Mais si le président entend une remarque qui est de toute évidence contraire au règlement ou si on porte à son attention une telle remarque, il lui incombe bien entendu, en qualité de président de la Chambre et de défenseur des droits de tous les députés, d'ordonner au contrevenant de retirer immédiatement ses propos offensants.

La question de privilège est bien différente puisqu'elle doit se rapporter à l'un de ces droits spéciaux dont jouissent les députés et la Chambre toute entière, mais dont ne jouissent pas les autres citoyens. Le paragraphe 18(a) du règlement de l'Assemblée

législative de l'Ontario en donne la définition suivante: «Les privilèges sont des droits que possèdent la Chambre dans son ensemble et les députés individuellement et qui ont été conférés par la *Loi sur l'Assemblée législative* ou d'autres lois, ou qui découlent de la pratique, de précédents ou des us et coutumes». De son côté, la 19^e édition de l'ouvrage *Parliamentary Practice*, de May, propose la définition suivante: «Les privilèges parlementaires sont l'ensemble des droits spéciaux dont jouit chaque Chambre dans son ensemble en tant que partie constituante de la Haute cour du Parlement, ainsi que tous les députés de chacune de ces Chambres, et sans lesquels ils ne pourraient remplir leurs fonctions. Ces droits sont plus étendus que ceux d'autres corps ou individus». Il arrive souvent que des députés se lèvent en Chambre pour protester contre des déclarations lues dans la presse et qu'ils considèrent comme une atteinte à un privilège ou, dans certains cas, plus exactement comme des outrages. Si l'on veut suivre à la lettre la procédure qui s'applique à ces cas-là, il faut porter l'article qualifié d'outrageant à l'attention de la Chambre et présenter une motion intimant au(x) délinquant(s) l'ordre de comparaître à la barre de la Chambre ou de l'un de ses comités. A l'Assemblée législative de l'Ontario, cependant, il y a longtemps que les députés se contentent «de faire rétablir les faits». Ils ne vont jamais jusqu'à présenter une motion pour la laisser ensuite mourir, comme cela se fait dans d'autres assemblées.

Enfin, il arrive souvent que des députés se lèvent en Chambre pour soulever ce qui leur paraît être une question de privilège ou un rappel au règlement, sans que cela soit toujours fondé, et qu'ils demandent au président de faire enquête et rapport, ou «de prendre les mesures nécessaires». Les uns après les autres, les présidents en Ontario ont maintes fois rappelé à la Chambre que le président n'est pas tenu et n'a pas le droit de procéder à une enquête quelconque, ni de faire rapport. Si le point soulevé est un rappel au règlement, le président doit statuer à son sujet et exiger du député incriminé qu'il retire la remarque faisant l'objet de l'appel. S'il s'agit d'une prétendue question de privilège, le président a pour unique prérogative de juger si des présomptions suffisantes fondent sa recevabilité. Dans l'affirmative, c'est à la Chambre et non au président qu'il revient de prendre des mesures, si elle le juge opportun. Dans un cas comme dans l'autre, il peut certes reporter son jugement à plus tard en attendant d'avoir consulté les autorités en la matière, mais ceci n'a rien à voir avec le fait «d'instituer une enquête et de faire rapport».